



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/42/621
S/19180
6 octobre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session
Points 49, 50, 55, 57, 62, 66
et 73 de l'ordre du jour
CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS
EXPERIMENTALES D'ARMES NUCLEAIRES
NECESSITE URGENTE DE CONCLURE UN
TRAITE D'INTERDICTION COMPLETE
DES ESSAIS NUCLEAIRES
CONCLUSION D'ARRANGEMENTS INTERNATIONAUX
EFFICACES POUR GARANTIR LES ETATS NON
DOTES D'ARMES NUCLEAIRES CONTRE L'EMPLOI
OU LA MENACE D'ARMES NUCLEAIRES
APPLICATION DE LA RESOLUTION 41/54
DE L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE
A LA CESSATION IMMEDIATE ET A
L'INTERDICTION DES ESSAIS D'ARMES
NUCLEAIRES
DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET
EXAMEN DE L'APPLICATION DES
RECOMMANDATIONS ET DECISIONS
ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE
A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE
MISE EN PLACE D'UN SYSTEME GENERAL DE
PAIX ET DE SECURITE INTERNATIONALES

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-deuxième année

Lettre datée du 5 octobre 1987, adressée au Secrétaire général par le Chef de la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte de la partie relative à la politique extérieure du discours prononcé par M. S. Gorbatchev, Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, lors d'une rencontre avec les travailleurs de Mourmansk, le 2 octobre 1987.

A/42/621
S/19180
Français
Page 2

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale, au titre des points 49, 50, 55, 57, 62, 66 et 73 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chef adjoint de la
délégation soviétique,

(Signé) V. PETROVSKY

ANNEXE

Partie du discours prononcé par M. S. Gorbatchev, à Mourmansk,
consacrée à la politique extérieure

Le processus de restructuration engagé par notre pays est suivi avec un immense intérêt par des millions de personnes dans le monde entier. Que nous ayons avec courage entrepris cette oeuvre d'édification grandiose et de transformations révolutionnaires exigeant la mobilisation de toutes les forces vives du pays - voilà qui témoigne de manière éclatante que nous sommes sûrs que la paix peut être sauvegardée, sûrs que l'humanité a un avenir.

Certes, la situation internationale demeure complexe. Nous n'avons pas le droit de nous leurrer sur les dangers qui subsistent. Mais certains changements sont survenus ou commencent à apparaître. Naturellement, si l'on s'en tient aux discours de certains dirigeants occidentaux, notamment à leurs grands discours "de programme", il semblerait que rien n'ait changé : les attaques antisoviétiques restent les mêmes, on continue à exiger de nous, comme preuve de notre attachement à la paix, que nous renoncions à nos valeurs et à nos principes, le vocabulaire est toujours celui de l'affrontement : "totalitarisme", "expansion communiste", etc.

Mais bien souvent, ces discours, quelques jours plus tard, personne ne s'en souvient plus, et ce ne sont, en tout cas, pas les thèses ainsi proclamées que l'on entend ensuite à la table des négociations et lors des contacts politiques sérieux. Il y a là un phénomène tout à fait intéressant, qui montre bien qu'il ne s'agit que d'une rhétorique désuète. Dans la réalité, on voit se dessiner des processus autrement dynamiques. Aucun doute, quelque chose est en train de changer. Et l'un des grands changements, c'est qu'il est désormais difficile de faire croire aux gens que notre politique étrangère, nos initiatives, notre programme visant à instaurer un monde exempt d'armes nucléaires, ne sont que "propagande".

Ce qui est en train de naître, c'est une nouvelle conception démocratique des relations internationales et de la politique mondiale. Cette nouvelle philosophie, dotée de critères et de valeurs humanitaires communs à l'humanité tout entière, se marque dans les domaines les plus divers. Ce qui fait sa force, c'est qu'elle correspond au bon sens populaire. Or l'opinion publique et les peuples de tous les pays sont fort inquiets de la situation mondiale, de sorte que notre politique est une invitation au dialogue, à la recherche de voies nouvelles, à un monde meilleur, à une normalisation des relations internationales. Voilà pourquoi nos initiatives de politique extérieure, qu'on a tenté à maintes reprises de dénigrer et de dévaloriser, font pourtant leur chemin, car elles répondent aux préoccupations des masses laborieuses et à celles des milieux politiques réalistes à l'Ouest.

Une évolution favorable se dessine de plus en plus nettement dans les relations entre Etats. Le dialogue Est-Ouest, franc et enrichissant pour l'une et l'autre parties, est désormais une des composantes de la politique mondiale actuelle. Tout récemment, le monde entier apprenait avec satisfaction qu'au cours des pourparlers de Washington, il avait été convenu d'achever dans les plus brefs délais l'élaboration d'un accord sur les missiles à moyenne portée et les missiles

tactico-opérationnels, qui serait ensuite signé au plus haut niveau. Nous sommes donc à la veille d'un progrès décisif sur la voie d'un désarmement nucléaire effectif. S'il se concrétise, ce sera le premier de tout l'après-guerre. Jusqu'à présent, on a assisté à la poursuite de la course aux armements ou, au mieux, à une certaine limitation de cette course aux armements, mais aucune mesure concrète de désarmement et d'élimination des armes nucléaires n'avait encore été prise.

Il n'a pas été facile d'arriver à cette décision commune américano-soviétique. Le grand tournant à cet égard a été la rencontre de Reykjavik. Nous avons vu ainsi se confirmer notre analyse de cette réunion dans la capitale islandaise. Malgré les divers mouvements d'effroi, déclarations sceptiques et clameurs d'"échec", les événements ont confirmé l'orientation amorcée à Reykjavik. Les commentaires que nous faisons 40 minutes exactement après que ces pourparlers se furent achevés de la manière saisissante que vous savez ont ainsi trouvé leur confirmation.

Reykjavik peut désormais être considéré comme un véritable tournant de l'histoire, puisque la réunion a montré qu'il existait une possibilité d'améliorer la situation mondiale.

Il s'est créé une situation nouvelle, et nul n'a pu agir après Reykjavik comme s'il ne s'était rien passé. Pour nous, l'événement a permis de vérifier que l'orientation que nous avons choisie était la bonne, que notre nouvelle démarche politique était indispensable et constructive.

Il y a loin encore à l'utilisation entière des possibilités ouvertes à Reykjavik, mais on voit se dessiner une percée qui ne concerne pas seulement les missiles à moyenne portée et les missiles tactico-opérationnels. Les choses bougent aussi pour l'interdiction des essais nucléaires; des pourparlers au niveau approprié seront bientôt consacrés à la question. Il apparaît en outre que notre moratoire n'aura pas été vain. Là non plus rien n'a été facile. Mais c'est grâce au moratoire que, partout dans le monde, on s'est mis à exiger de plus en plus vigoureusement la cessation des essais.

Je ne m'aventurerai pas à prédire l'avenir. Tout ne dépend pas de nous. Il est indéniable que les premiers résultats obtenus ces jours derniers à Washington et la rencontre prochaine avec le Président des Etats-Unis peuvent déclencher comme une "réaction en chaîne" pacifique pour ce qui est des armes stratégiques offensives et du non-déploiement d'armes dans l'espace, ainsi que pour bien d'autres questions qu'il faudra bien inscrire rapidement à l'ordre du jour du dialogue international.

Il y a donc bien des signes d'amélioration, mais il y a également, je le répète, des causes d'inquiétude, qui peuvent faire craindre une exacerbation de la situation mondiale.

Il serait irresponsable de notre part de sous-estimer les forces de résistance au changement, car il s'agit de courants puissants, aveuglés par la haine de tout progrès, et de nature fort agressive. Ces courants existent dans bien des milieux occidentaux, mais tout particulièrement parmi ceux qui assurent directement le service idéologique et politique du complexe militaro-industriel et qui en vivent.

Je citerai un exemple récent et fort parlant. La Commission économique mixte du Congrès américain a entamé, le 10 septembre, une série d'auditions sur "Les réformes économiques de Gorbatchev". Les participants sont des sénateurs et des représentants au Congrès. Certaines auditions sont publiques, d'autres privées. La Commission entend des représentants de l'Administration, des spécialistes de l'Union soviétique, de la CIA, du Département de la défense des Etats-Unis et de diverses institutions scientifiques. Tout cela est finalement tout à fait normal. Il est même bon que l'on cherche à comprendre à ce niveau, en Amérique, ce qui se passe en Union soviétique et ce qu'implique notre restructuration pour le reste du monde, notamment pour les Etats-Unis.

Divers points de vue s'expriment, dont certains sont diamétralement opposés. On entend dire des choses sensées et objectives, d'autres qu'on aurait envie de controverser sérieusement, et d'autres enfin qu'il serait peut-être bon d'écouter attentivement. Les membres de la Commission ont pu entendre aussi que les Etats-Unis "avaient lieu de se féliciter de la restructuration", car elle permettra de réduire la menace d'un affrontement nucléaire.

Mais le Gouvernement et le Congrès entendent aussi, lors de ces auditions, des recommandations bien différentes. En voici une, quasiment mot pour mot : si l'Union soviétique atteint les objectifs fixés par le XXVIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, le résultat sera essentiellement un renforcement de son prestige sur la scène internationale, de l'autorité du Parti communiste à l'intérieur du pays et à l'étranger, et donc ... une montée des périls pour la sécurité nationale des Etats-Unis. Jolie conclusion! Ou encore : le succès de la restructuration peut affaiblir l'unité politique et économique de l'Europe occidentale, dans la mesure où l'URSS gagnerait l'accès à ces marchés. On verrait un élargissement de l'influence politique de l'Union soviétique dans les pays en développement, du fait que l'aide militaire et autre qu'elle apporte à ces pays pourrait s'accroître, et que certains d'entre eux chercheraient à imiter le modèle économique soviétique, s'il est concurrentiel par rapport à l'économie des Etats-Unis.

Ou encore ceci : la restructuration est dangereuse, car elle aboutira à un renforcement de la position de l'URSS au sein des institutions financières et économiques internationales. La grande menace, pour ces analystes, c'est celle d'une influence accrue de l'Union soviétique sur la scène mondiale, du fait des initiatives qu'elle a prises en matière de limitation des armements, et aussi de la perspective de la signature prochaine d'un accord sur les missiles à portée intermédiaire.

Et il faut surtout entendre la conclusion finale : ce qui serait bon pour les intérêts nationaux des Etats-Unis, c'est qu'échoue la politique socio-économique poursuivie en URSS sous la direction du PCUS et du Gouvernement soviétique.

Pour "faciliter" cet échec, on recommande les mesures suivantes : développer à outrance les programmes coûteux de systèmes antimissiles dans le cadre de l'"Initiative de défense stratégique", et attirer l'URSS dans la course aux armements pour bloquer la restructuration; allouer des crédits encore plus importants pour la mise au point d'armes coûteuses de haute précision et de

systèmes militaires basés dans l'espace, accroître, dans le même but, le volume de l'aide militaire et autre accordée aux groupes et régimes qui combattent activement le gouvernement des pays soutenus par l'Union soviétique, faire obstacle à l'établissement de relations économiques et commerciales entre l'URSS et les autres pays et organisations internationales, éliminer totalement la possibilité de transférer à l'URSS et aux autres pays socialistes des techniques de pointe, et resserrer le contrôle de l'activité du COCOM et des Etats qui en sont membres.

Et voilà. C'est franc et cynique. Ces positions-là aussi, il nous faut bien en tenir compte. D'autant plus que, lorsque les dirigeants américains se disent, comme souvent, attachés à la paix, ils poursuivent du même souffle en vantant la "politique de force" et en invoquant des arguments tout à fait analogues à ceux qu'emploient les auteurs des recommandations que j'ai citées.

Il est évident que les forces militaristes antisoviétiques sont dans l'inquiétude : ce que l'on craint, c'est que l'intérêt porté par les populations et les milieux politiques occidentaux à ce qui se passe actuellement en Union soviétique, et la compréhension croissante de sa politique extérieure, ne viennent oblitérer l'image de "l'ennemi traditionnel", création artificielle exploitée sans vergogne depuis des dizaines d'années. Ma foi, c'est leur problème. Quant à nous, nous poursuivrons résolument dans la voie de la restructuration et dans notre nouvelle démarche.

Camarades !

Puisque c'est à Mourmansk, capitale du grand nord soviétique, que je parle, il me semble qu'il y a de bonnes raisons d'examiner aussi du point de vue de la situation dans la partie nord de la planète l'idée d'une coopération de l'humanité entière.

L'Arctique, ce n'est pas seulement l'océan glacial Arctique; c'est aussi une région qui borde la partie septentrionale de trois continents : l'Europe, l'Asie et l'Amérique. C'est l'endroit où se rejoignent les régions de l'Eurasie, de l'Amérique du Nord et de l'Asie-Pacifique; où se rapprochent les frontières et où s'entrecroisent les intérêts des Etats, tant ceux appartenant à des alliances militaires diverses que ceux qui n'y appartiennent pas.

Le Nord - c'est également un problème de sécurité pour l'Union soviétique et ses frontières septentrionales. L'expérience historique que nous avons acquise à ce sujet a été chèrement payée. Les habitants de Mourmansk se souviennent bien des années 1918-1919 et 1941-1945.

Les guerres qui ont éclaté durant ce siècle ont également été une rude épreuve pour les pays de l'Europe du Nord proprement dite. Il nous semble qu'ils en ont tiré les conséquences qui s'imposaient. C'est précisément la raison pour laquelle l'opinion publique est, dans ces pays, plus réceptive à la nouvelle Pensée politique.

On notera que la Conférence historique sur la sécurité et la coopération en Europe s'est tenue dans l'une des capitales nordiques, Helsinki. On notera aussi que la deuxième étape importante dans le développement de ce processus, à savoir le

premier accord de principe sur les mesures de confiance, s'est déroulée dans une autre capitale nordique : Stockholm. Reykjavik est devenu symbole d'espoir, l'espoir que l'on peut éliminer l'arme nucléaire et que l'humanité n'est pas condamnée à vivre sous cette épée de Damoclès.

D'importantes initiatives en matière de sécurité internationale et de désarmement sont liées au nom d'hommes politiques célèbres d'Europe du Nord; on mentionnera notamment Urho Kekkonen, Olof Palme, dont le meurtre des mains d'un lâche assassin a bouleversé les Soviétiques, Kalevi Sorsa, qui est à la tête du Conseil consultatif de l'Internationale socialiste depuis de nombreuses années. Nous nous félicitons de l'activité menée par la Commission internationale sur l'environnement et le développement, organisme qui jouit d'un grand prestige, sous la direction du Premier Ministre norvégien, Mme Gro Harlem Brundtland.

L'Union soviétique apprécie hautement que le Danemark et la Norvège, tout en étant membres de l'OTAN, aient refusé unilatéralement qu'en temps de paix soient implantées sur leur territoire des bases militaires étrangères et déployées des armes nucléaires. Cette position, suivie de mesures d'application systématiques, est essentielle à l'élimination des tensions en Europe.

Il ne s'agit là toutefois que d'un aspect des choses.

La communauté et l'entrecroisement des intérêts de tous les peuples se perçoivent, dans la partie septentrionale de la Terre, dans l'Arctique, plus clairement sans doute que nulle part ailleurs. C'est que l'Arctique et l'Atlantique nord ne sont pas seulement des régions où naissent les cyclones et les anticyclones qui influencent le climat en Europe, aux Etats-Unis et au Canada, et même en Asie du Sud et en Afrique; on peut aussi y sentir clairement le souffle glacial de la "stratégie polaire" du Pentagone. Sur les sous-marins et les navires de surface est en effet concentré un potentiel considérable de destruction nucléaire qui influence le climat politique dans le monde entier et qu'un affrontement militaire-politique accidentel peut faire détoner dans n'importe quelle autre région du globe.

La militarisation de cette partie du monde est très préoccupante. On ne peut rester indifférent devant les informations selon lesquelles l'OTAN, en cas d'accord sur l'élimination des missiles à moyenne portée et les missiles tactico-opérationnels, se préparerait à utiliser, de l'Atlantique nord, des missiles de croisière lancés à partir de la mer et aéroportés. Cela constituerait une menace supplémentaire pour nous-mêmes et pour tous les pays d'Europe du Nord.

Au Groenland, en violation du Traité sur la limitation des systèmes antimissiles balistiques, on a installé, dans le cadre du programme de "guerre des étoiles", un nouveau radar opérationnel. Dans le nord du Canada, on teste les missiles de croisière américains. Il n'y a pas si longtemps, le Gouvernement canadien lui-même a élaboré un vaste programme visant à renforcer ses forces armées dans l'Arctique. Les Etats-Unis d'Amérique et l'OTAN intensifient leurs activités militaires dans des régions contiguës au grand nord soviétique. L'OTAN renforce sa présence militaire en Norvège et au Danemark.

C'est pourquoi, me trouvant à Mourmansk, au seuil de l'Arctique et de l'Atlantique nord, je voudrais inviter, en premier lieu, les Etats de cette région à examiner les questions de sécurité dont l'urgence s'accroît.

Comment envisageons-nous de procéder? On peut établir simultanément deux types de coopération bilatérale et multilatérale. J'ai eu l'occasion de prendre la parole à diverses reprises sur la question de notre "maison européenne commune". Le potentiel de la civilisation contemporaine permet de rendre l'Arctique habitable au profit des intérêts de l'humanité, économiques et autres, des Etats proches de cette région, ainsi que de l'Europe et de la communauté internationale tout entière. A cette fin, il faut s'attacher en priorité à résoudre les problèmes de sécurité qui se sont accumulés dans cette région.

L'Union soviétique préconise un abaissement substantiel du niveau d'affrontement militaire dans la région. Transformons le nord de la planète, l'Arctique, en zone de paix et le pôle nord en pôle de paix. Nous proposons à tous les Etats intéressés de participer à des négociations sur la limitation et la réduction de l'activité militaire dans tout le Nord, tant dans l'hémisphère oriental qu'occidental. Que cela signifie-t-il plus précisément?

Premièrement. En ce qui concerne la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Europe du Nord. Si une telle décision était prise, l'Union soviétique, comme elle l'a déjà dit, serait prête à se porter garante. Il incomberait aux Etats participants de décider quelle forme cette garantie devrait avoir : accords multilatéraux ou bilatéraux, déclarations gouvernementales, etc.

L'Union soviétique réaffirme en même temps qu'elle est prête à examiner avec chacun des Etats intéressés ou groupe d'Etats tous les problèmes relatifs à la création d'une zone dénucléarisée, et notamment les mesures qui pourraient s'appliquer au territoire soviétique. Nous pourrions aller assez loin, et notamment retirer de la flotte de la Baltique nos sous-marins équipés de missiles balistiques.

Comme on sait, l'Union soviétique a déjà démantelé unilatéralement les dispositifs de lancement des missiles à moyenne portée dans la presqu'île de Kola, ainsi que la majeure partie des installations servant à lancer les missiles de cette catégorie sur le reste du territoire des régions militaires de Leningrad et de la Baltique. Un grand nombre de missiles tactico-opérationnels ont été retirés de ces régions. On a limité les manoeuvres dans les régions proches des frontières des pays scandinaves. La conclusion d'un accord sur le "double zéro global" offrira de nouvelles perspectives pour la détente militaire dans cette partie du monde.

Deuxièmement. Nous saluons l'initiative du Président de la Finlande, M. Koivisto, visant à réduire l'activité navale dans les mers baignant l'Europe du Nord. Pour sa part, l'Union soviétique propose des consultations entre l'Organisation du Traité de Varsovie et l'OTAN sur la réduction de l'activité militaire et la limitation des activités des forces navales et aériennes dans la Baltique, la mer du Nord et les mers de Norvège et du Groenland, ainsi que l'extension à ces zones des mesures de confiance.

Parmi ces mesures, on pourrait prévoir des accords sur la limitation de la rivalité en matière d'armes anti-sous-marines, la notification des manoeuvres des forces navales et aériennes de grande ampleur et l'invitation d'observateurs de tous les Etats participant au processus européen à assister à de tels exercices. Cela pourrait constituer une première étape vers l'extension des mesures de confiance à l'ensemble de la région arctique et aux régions nord des deux hémisphères.

Nous proposons en même temps d'examiner la question de l'interdiction de toute activité navale dans des zones convenues des détroits internationaux et dans les couloirs de navigation fréquentés en général. A cette fin, on pourrait organiser une réunion des représentants des Etats intéressés, par exemple à Leningrad.

La notion de zone dénucléarisée suggère également l'idée suivante. A l'heure actuelle, les pays nordiques, c'est-à-dire le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, ne possèdent pas d'armes nucléaires. Nous savons qu'ils sont préoccupés par le fait que nous avons un polygone d'essais en Nouvelle-Zemble.

Nous réfléchissons à la manière dont nous pourrions résoudre ce problème, qui est difficile en raison des sommes considérables que nous avons investies. Toutefois, à dire vrai, on pourrait le régler définitivement si les Etats-Unis acceptaient de mettre un terme à leurs essais nucléaires ou, dans un premier temps, d'en réduire au strict minimum le nombre et la puissance.

Troisièmement. L'Union soviétique accorde beaucoup de prix à la coopération pacifique concernant l'exploitation des ressources du Nord et de l'Arctique. Dans ce domaine, les échanges de données d'expérience et de connaissances revêtent une très grande importance; il serait possible, par des efforts communs, d'élaborer un concept global en matière de développement rationnel des régions septentrionales. Nous proposons par exemple un accord sur l'élaboration d'un programme énergétique unique pour le nord de l'Europe. D'après les données existantes, les réserves de vecteurs d'énergie comme le pétrole et le gaz y sont véritablement illimitées. Toutefois, leur exploitation soulève des difficultés considérables, exigeant la mise au point d'installations techniques uniques, capables de résister aux éléments polaires. C'est pourquoi il serait plus judicieux d'associer les efforts dans ce domaine - cela permettrait de réduire les coûts, matériels et autres. Nous souhaiterions par exemple associer le Canada et la Norvège à la création de sociétés et d'entreprises mixtes pour l'exploitation du pétrole et du gaz sur le plateau de nos mers septentrionales. Nous serions prêts à engager des négociations sur ce sujet avec d'autres Etats également.

Nous sommes prêts aussi à entreprendre des travaux en commun en vue de la mise en valeur des ressources de la presqu'île de Kola et de la mise en oeuvre d'autres projets industriels importants sous les formes les plus diverses, y compris par le biais de coentreprises.

Quatrièmement. L'étude scientifique de l'Arctique est d'une importance considérable pour l'ensemble de l'humanité. Nous avons acquis dans ce domaine une très vaste expérience et sommes prêts à en faire profiter les autres. Nous sommes, pour notre part, intéressés par les études entreprises dans d'autres pays subarctiques et nordiques. Nous avons déjà un programme d'échanges scientifiques avec le Canada.

Nous proposons d'organiser en 1988 une conférence des Etats subarctiques pour coordonner les activités de recherche scientifique dans l'Arctique. Pourrait y être examinée la question de la création d'un conseil scientifique commun arctique. Si les participants sont d'accord, cette conférence pourrait se tenir à Mourmansk.

Une attention particulière doit être accordée aux questions relatives aux intérêts des populations autochtones du Nord, à l'étude de leur spécificité ethnique et au développement de liens culturels entre les peuples de cette région.

Cinquièmement. Nous accordons une importance particulière à la coopération des pays nordiques dans le domaine de la protection de l'environnement. L'urgence de cette question est évidente. Il conviendrait d'étendre à l'ensemble des mers et des océans du nord de notre planète l'expérience des mesures communes pour la protection de l'environnement marin dans la Baltique actuellement appliquées par la Commission des sept Etats riverains.

L'Union soviétique propose la mise au point en commun d'un plan d'ensemble unique de protection de l'environnement de la région du Nord. Les pays de l'Europe du Nord pourraient montrer l'exemple en s'entendant sur la mise en place d'un système de surveillance de l'état de l'environnement et de la sécurité en matière de radioactivité dans la région. Il faut se hâter de préserver la toundra et la forêt-toundra, de même que les régions forestières du Nord.

Sixièmement. La voie maritime la plus courte reliant l'Europe à l'Extrême-Orient et à l'océan Pacifique passe par l'Arctique. Je pense qu'en fonction des progrès qui seront réalisés dans la normalisation des relations internationales, nous pourrions ouvrir la voie du Grand Nord aux navires étrangers qui pourraient alors bénéficier d'une assistance des brise-glaces soviétiques.

Voilà nos propositions. Voilà la substance concrète de la politique étrangère soviétique concernant le Nord. Voilà nos intentions et nos plans pour l'avenir. Bien sûr, la garantie de la sécurité et le développement de la coopération dans cette région sont des questions de caractère international dont le règlement ne dépend évidemment pas de nous seuls. Nous sommes prêts à examiner toutes autres propositions et idées. L'essentiel est de faire en sorte que, dans cette région, le climat soit influencé par le courant chaud du processus de la CSCE et non pas par le froid polaire des suspensions et préjugés accumulés.

Ce dont on peut être absolument certain c'est que l'Union soviétique a à coeur d'empêcher que le nord de la planète et ses régions polaires et circumpolaires, de même que tous les pays nordiques, ne soient à nouveau transformés en un théâtre de guerre, et d'y voir s'y instaurer une véritable zone de paix et de coopération fructueuse.

Voilà, camarades, comment nous concevons les affaires intérieures et internationales et percevons les liens qui les unissent. Dans les unes comme dans les autres, notre politique a démontré sa vitalité et son caractère constructif. Nous sommes convaincus qu'il n'existe pas d'autre voie vers la sécurité et le progrès social que celle consistant à oeuvrer en vue d'assurer le bonheur et la liberté de l'homme à l'intérieur du pays et de développer la coopération entre les Etats, sur une base d'égalité, au niveau international.

Nous éprouvons une légitime fierté du fait que notre pays est à la fois l'initiateur de la pratique socialiste et de la nouvelle pensée. Au cours des 70 dernières années, le monde a considérablement évolué, tant sur le plan matériel que spirituel et politique, au point d'en devenir méconnaissable. La contribution de la grande révolution d'Octobre au progrès social et idéologique de l'humanité est le bien le plus précieux de la civilisation contemporaine et future. Il nous faut, dans la mesure de nos possibilités et dans notre intérêt, renforcer cette contribution par la restructuration et ses résultats concrets.

Je vous souhaite, à vous-mêmes et à vos familles, ainsi qu'à tous les travailleurs de la région, le succès dans tous les efforts déployés afin d'introduire des réformes dans notre pays, dans vos études et dans votre vie, et vous félicite une fois de plus à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la grande révolution d'Octobre que vous célébrez dans cette Ville héroïque.

